

Arrêté

Fixant des prescriptions complémentaires conformément à l'article L.181-14-7 du Code de l'environnement pour l'établissement de la société RINGMERIT EPSILON sis Parc d'activités des Lacs sur la commune de Blanquefort

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, son titre Ier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et son titre VIII du livre Ier relatif aux procédures administratives, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et 46 relatifs aux prescriptions complémentaires et modifications ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « Accumulateurs (ateliers de charge d') » ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 février 2020 pris en application de l'article L.111-18-1 du Code de l'urbanisme et notamment son annexe I ;

Vu le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 2024 donnant délégation de signature à Madame Aurore LE BONNEC, Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 juin 2019 autorisant la société RINGMERIT EPSILON à exploiter des entrepôts sur la commune de Blanquefort ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires des 22 janvier 2020, 13 janvier 2021 et 5 août 2022 ;

Vu le porter-à-connaissance déposé le 26 juillet 2024, complété le 25 octobre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 janvier 2025 proposant de prendre un arrêté préfectoral complémentaire pour l'établissement RINGMERIT EPSILON ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 10 janvier 2025 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courrier du 23 janvier 2025 ;

Considérant l'extension projetée du bâtiment M4 d'une cellule de stockage de 1 414 m² ;

Considérant que cette extension était référencée dans l'arrêté du 14 juin 2019, mais non mise en œuvre ;

Considérant que la construction du bâtiment M13 nécessite des ajustements des prescriptions de l'arrêté complémentaire de 2022 (conditions de stockage, hauteur au faîtage) ;

Considérant que l'activité de blanchisserie et la chaufferie associée est mise à l'arrêt dans le bâtiment M1 ;

Considérant que la cessation d'activité a été menée conformément à l'article R.512-46-25 du code de l'environnement (ATTES SECUR fournie) ;

Considérant que les rubriques 2340-2 et 2910-A-2 peuvent être supprimées de la liste des installations autorisées ;

Considérant que, selon les conclusions du rapport de l'inspection des installations classées du 10 janvier 2025, ces modifications ne constituent pas une modification substantielle de l'établissement au sens de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement ;

Considérant que les modifications présentées ne nécessitent pas de procéder à une évaluation environnementale ;

Considérant qu'il convient d'adapter les prescriptions de l'arrêté du 14 juin 2019 et des arrêtés complémentaires, afin de prendre en compte les modifications exposées dans le porter-à-connaissance susvisé ;

Considérant que le regroupement des arrêtés préfectoraux sous un arrêté consolidé permet une meilleure lisibilité ;

Considérant que l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 août 2022 reprend pour partie des prescriptions portées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 précité, non reprises dans cet arrêté ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du département de la Gironde.

A R R Ê T E

Article 1. Objet de l'autorisation

Article 1.1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société RINGMERIT EPSILON dont le siège social est sis 7 Rue de l'Amiral d'Estaing à Paris (75016), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour son établissement sis Parc d'activités des Lacs à Blanquefort, de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés préfectoraux des 14 juin 2019, 22 janvier 2020, 13 janvier 2021 et 5 août 2022, sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté, à l'exception de l'article 1.1 de l'arrêté d'autorisation du 14 juin 2019.

Article 1.2. Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

| Rubrique ICPE | Nature des activités | Niveau d'activité | Régime de classement * |
|--------------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------------------|
|--------------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------------------|

| | | | |
|---------------|--|---|----|
| 1510 | Entrepôt couvert de matières combustibles | Surface d'entreposage totale = 68 026 m ² Volume des entrepôts : 686 907 m ³ Capacité de stockage : 56 902 t | E |
| 1185 | Gaz à effet de serre fluorés, emploi dans des équipements clos en exploitation, équipements frigorifiques ou climatiques de capacité < 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 300 kg | Quantité de fluide susceptible d'être présente : > 300 kg | DC |
| 2563 | Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. | Quantité cumulée d'eau mise en œuvre dans le procédé étant de 1 278 litres | DC |
| 4755-2 | Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. | 499 m ³ (équivalent à 394 tonnes) Le stockage d'alcool de bouche est uniquement autorisé en cellule centrale (n°2) du bâtiment M8 dans la limite de 499 m ³ | DC |
| 2925 | Atelier de charge d'accumulateur dont la puissance maximale de courant continu est supérieure à 50 kW | 2 MW | D |

* E (Enregistrement), D[C] (Déclaration [avec contrôle périodique])

Au titre de la rubrique 1510, parmi les 686 907 m³ autorisés, l'exploitant est en particulier autorisé à entreposer au sein de la plateforme logistique :

- 118 982 m³ de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues ce qui représente environ 49 576 palettes de 1,2 m³ (produits assimilables à ceux classés sous la rubrique 1530) ;
- 118 982 m³ de bois ou matériaux analogues (produits assimilables à ceux classés sous la rubrique 1532) ;
- 118 982 m³ de stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de masse totale est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé (produits assimilables à ceux classés sous la rubrique 2662) ;
- 118 982 m³ de stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (produits assimilables à ceux classés sous la rubrique 2663).

Dans le bâtiment M13, la température ciblée est de 18 °C ± 2 °C (activité assimilable à de l'activité classée sous la rubrique 1511).

Les produits dangereux (classables au titre des rubriques 4330, 4331, 4320, 4510, 4511...) et les alcools de bouche (4755) ne sont pas autorisés au sein des cellules du bâtiment M13. En cas de stockages projetés de tels produits, l'exploitant adresse un courrier à la connaissance du préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires (dont notamment les travaux à réaliser au niveau du sprinklage du bâtiment M13 non adapté aux stockages de produits dangereux et d'alcools de bouche).

En dehors du bâtiment M13, les stockages de produits dangereux (liquides inflammables : 4330 / 4331, aérosols : 4320, dangereux pour l'environnement : 4510 / 4511 ...) peuvent être autorisés sans préjudice des autorisations préfectorales en vigueur. Ces stockages sont réalisés sur des zones clairement identifiées et séparées physiquement à distance suffisante pour limiter les risques d'incompatibilité en cas de sinistre, du stockage principal et sont réalisés en dessous des seuils de déclaration associés aux rubriques ICPE.

Au plus près de ces stockages, l'exploitant dispose des moyens de lutte incendie portatifs et

mobiles dont l'agent d'extinction est adapté aux produits stockés. L'exploitant est en mesure de le justifier en toutes circonstances.

Enfin et comme pris en compte dans la procédure d'Autorisation ayant conduit à l'arrêté préfectoral du 14 juin 2019 susvisé, la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature au titre de loi sur l'eau (IOTA) est donnée ci-dessous :

| Rubrique IOTA | Nature des activités | Niveau d'activité | Régime de classement * |
|---------------|--|--|------------------------|
| 2.1.5.0 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou dans le sol ou dans le sous-sol, la surface du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1. supérieure ou égale à 20 ha. | Superficie de la parcelle d'assiette du parc d'activités = 26,7 hectares | A |

* A (Autorisation)

Article 1.3. Consistance et localisation des installations autorisées

Le Parc d'activités des Lacs de Blanquefort est constitué principalement de bâtiments destinés à un usage d'entreposage et de bureaux, et certains à un usage d'activité.

Les bâtiments composant le parc d'activités des Lacs de Blanquefort sont implantés suivant le plan et présente les caractéristiques en annexe.

Les installations concernées sont implantées sur un terrain d'une superficie de 208 686 m² sur les parcelles cadastrales n°CB de 231 à 251, de 253 à 271, de 275 à 297, 299p¹, 300p, 301 à 302, de 317 à 322, 323p, de 324 à 327, 329, 386 et 388 situées entre les rues Georges Guynemer, Antoine de Saint-Exupéry, Jean Duvert et Gustave Eiffel sur la commune de Blanquefort (33 290).

Le bâtiment M13 et l'extension du bâtiment M4 intègrent une installation dotée de panneaux photovoltaïques sur une surface minimale de 30 % de la couverture du bâtiment (hors des bandes incombustibles en toitures et zone d'intervention de 1 m autour des lanterneaux de désenfumage). Lesdits panneaux solaires sont disposés hors surface de la toiture des cellules de stockage de produits dangereux, des bureaux et des locaux techniques.

Article 1.4. Conformité au dossier

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier d'autorisation initial modifié par le ou les porter-à-connaissance subséquents, et notamment le porter-à-connaissance du 26 juillet 2024 complété.

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article 1.5. Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

Article 1.6. Modifications

Article 1.6.1. Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

En particulier, la modification de l'organisation des stockages doit faire l'objet d'un porter à connaissance.

Article 1.6.2. Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.6.3. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées par le présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.6.4. Changement d'exploitant

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

Article 1.7. Cessation d'activités

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-46-25 à 28, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Article 2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

Les installations sont exploitées conformément aux arrêtés ministériels suivants – *liste non exhaustive* :

- arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la

rubrique n° 2925 « Accumulateurs (ateliers de charge d') » ;

- arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;
- arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563 ;
- arrêté du 5 février 2020 relatif aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque au sein des ICPE soumises à enregistrement ou déclaration.

En cas d'évolution de ces textes, la version la plus récente sera appliquée selon les conditions applicables aux installations existantes.

L'exploitant est tenu de réaliser une veille réglementaire lui permettant de garantir la conformité de ses installations en cas d'évolution des textes.

Article 3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées et/ou précisées par celles des articles du présent titre.

Article 3.1. Organisation des stockages

Les stockages sont conformes à l'organisation décrite en annexe, ainsi que dans le dernier dossier de porter à connaissance dans sa version d'octobre 2024.

Article 3.1.1. Bâtiment M8, cellule 2 : stockage d'alcool de bouche (4755)

Les dispositions suivantes s'appliquent au stockage d'alcools de bouche de la cellule 2 du bâtiment M8 :

- les parties de bâtiment abritant les alcools de bouche sont à simple rez-de-chaussée et ne comportent pas de mezzanine ;
- des bacs de rétention incombustible sont installés pour les liquides inflammables et les alcools de bouche présents au sein de la cellule de stockage ;
- les récipients mobiles de stockage d'alcools de bouches stockés en masse, y compris en palette, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :
 - la surface au sol des îlots est au maximum égale à 500 m² ;
 - la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 m ;
 - la distance entre deux îlots est au minimum égale à 2 m.
- une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage. La hauteur de stockage est limitée à 5 m par rapport au sol intérieur.
- une distance minimale de 1 m est respectée par rapport aux parois de la partie de bâtiment où est stocké au moins l'alcool de bouche. Cette distance est portée à 0,3 m pour les stockages en paletier.

Article 3.1.2. Bâtiment M13

Le 1^{er} niveau de stockage en racks est effectué sur des lisses situées à +10 cm du sol afin de

permettre d'assurer une disponibilité de 100 % de la surface du bâtiment M13 valorisée pour le confinement interne des eaux d'extinction (cf. article 3.2.4 du présent arrêté).

Article 3.2. Défense contre le risque incendie

Article 3.2.1. Dispositions constructives

Bâtiment M13

Les façades Nord, Sud et Ouest du bâtiment, sont équipées d'un écran thermique coupe-feu 2 heures (REI120).

Les poteaux supportant les écrans thermiques des façades Nord, Sud et Ouest du bâtiment (comme ceux insérés dans les murs coupe-feu séparatifs) sont R120 à la différence des autres poteaux de la structure qui sont R60.

Article 3.2.2. Moyens de détection et de protection contre l'incendie

Bâtiment 8 – Cellule 2

Les parties de bâtiment abritant des stockages d'alcools de bouche ainsi que les locaux techniques et les bureaux situés à une distance inférieure à 10 mètres sont équipés d'un dispositif de détection incendie qui actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment.

L'exploitant dispose des justificatifs attestant que le système de détection incendie est adapté (technologie adaptée par rapport à la nature des produits stockés) et correctement dimensionné pour détecter un départ de feu en tout point de cellule, notamment au droit des zones d'entreposage des alcools de bouche.

Ces systèmes de détection incendie sont entretenus et vérifiés semestriellement conformément aux normes et aux réglementations en vigueur.

Bâtiment 13

En complément des dispositions fixées par les arrêtés ministériels, une installation d'extinction automatique de type ESFR (Early Suppression Fast Response) couvre l'ensemble des cellules du bâtiment M13, les 3 locaux de charge et le local SPK *. Cette installation de sprinklage est associée à une cuve aérienne de 518 m³ et à un groupe motopompe disposant d'un débit adapté et muni d'un démarrage automatique. Les pompes alimentant les réseaux de sprinklage sont secourues de manière à assurer la continuité d'énergie en cas de pertes d'utilités. Ce système est contrôlé tous les 6 mois.

L'exploitant fait en sorte que les marchandises et emballages qui ne sont pas compatibles avec un système de protection de type ESFR, ne soient pas entreposés dans les cellules du bâtiment M13 sauf à revoir l'installation d'extinction automatique le cas échéant.

Afin de pouvoir justifier de la compatibilité des stockages de produits réalisés dans les cellules du M13 par rapport au périmètre de qualification du système de type ESFR, l'exploitant réalise des contrôles semestriels dont il assure la traçabilité et tient à disposition les justificatifs.

Les mesures minimales mises en place pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie du bâtiment M13. sont les suivantes :

- l'arrêt des travaux par point chaud et leur interdiction jusqu'au retour effectif de la disponibilité du système d'extinction automatique ;
- le déploiement d'un gardiennage physique sur site 24 h/24 par du personnel formé et apte à réaliser des gestes de 1^{er} et de 2nde intervention ;

- le déploiement de consignes particulières de vigilance (maintien des portes coupe-feu au droit des séparations entre cellules en dehors des heures ouvrées...);
- le renforcement des moyens mobiles de défense incendie (mise en place d'extincteurs adaptés supplémentaires...).

* Les locaux techniques au sud-ouest du bâtiment M13 sont couverts par un système de détection incendie (local SPK, réserve, local HT, local AGBT, local SSI/numérique).

Article 3.2.3. Ressource en eau d'extinction

Le site dispose de 10 poteaux incendies sur le site (voir annexe).

L'exploitant dispose d'une capacité de 360 m³/h pendant 2 h, calculé sur la base d'un incendie du bâtiment M13 le plus pénalisant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs permettant de démontrer que le débit horaire précité peut être mobilisé en toutes circonstances.

En cas de débit simultané délivré par l'ensemble des poteaux inférieur aux 360 m³/h pendant deux heures par les moyens valorisés par l'exploitant pour sa DCI, l'exploitant met en place les moyens complémentaires pour disposer d'une ressource en eau suffisante.

L'exploitant réalise :

- tous les ans, des mesures de débits individuels du réseau de poteaux incendie (chaque poteau doit délivrer *a minima* 60 m³/h sous 1 bar).
- tous les trois ans des mesures de débits simultanés du réseau de poteaux incendie valorisés pour répondre au besoin en eau (de façon unitaire, chaque poteau doit délivrer *a minima* 60 m³/h sous 1 bar).

Article 3.2.4. Confinement des eaux d'extinction

En cas de sinistre, les eaux d'extinction d'incendie potentiellement polluées doivent être retenues sur le site afin d'éviter toute pollution.

La rétention des eaux incendie est réalisée comme suit :

- Pour les bâtiments M1, 2, 3 et 4 : bassin étanche, situé en partie Est du site, d'une capacité de rétention de 965 m³ ;
- Pour les bâtiments M5, M6, M7, M8, M9, M10 et M12 : 2 bassins étanches reliés par une canalisation de diamètre 500 mm, d'une capacité de rétention est de 2 093 m³ *a minima* ;
- Pour le bâtiment M13 : confinement interne aux cellules des eaux d'extinction d'incendie sur une hauteur de 10 cm, soit 1 580 m³, puis transfert des eaux vers un bassin étanche de 1 477 m³.

Pour le scénario majorant lié à l'incendie du bâtiment M13, la capacité D9A minimale à garantir doit être de 2 125 m³. L'ensemble des volumes confinés doit être effectué sur des zones étanches et intègres et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection l'ensemble des justificatifs permettant d'attester des capacités réelles des zones valorisées pour le confinement des eaux d'extinction.

Les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et à partir d'un poste de commande à distance. Leur

entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie / pollution » doit être apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.

Pour ce qui est du volume d'eaux d'extinction confinées au droit des chaussées, des revêtements de sols intérieurs des bâtiments de stockage..., l'exploitant définit une organisation visant à garantir une parfaite étanchéité du revêtement de sol. En outre, des contrôles périodiques (examen visuel...) de la conformité dudit revêtement sont effectués *a minima* tous les ans. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause son étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de sa réparation.

Pour ce qui concerne le confinement des eaux d'extinction dans les réseaux de tuyauteries enterrées valorisés en tant que telles, l'exploitant s'assure que les tuyauteries concernées sont constituées par un matériau résistant à la température et aux éléments agressifs pouvant être contenus dans les eaux d'extinction. Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise tous les 5 ans une inspection télévisuelle interne de celles-ci et le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réparation.

Enfin, l'exploitant n'est pas autorisé à entreposer plus de 3 000 m³ de matières liquides non dangereuses (vins...) dans chacune des cellules du bâtiment M13. Dans le cas où l'exploitant envisage d'entreposer plus de liquides dans les cellules, il se doit de réévaluer préalablement les besoins de confinement en eaux d'extinction d'incendie en application la règle D9A du CNPP dans sa version de juin 2020. Ces éléments sont portés à la connaissance à l'inspection des installations classées.

Article 3.2.5. Aires de mise en station des moyens aériens (voies échelles) et aires de stationnement d'engins du SDIS

Les aires de mise en station sont situées en dehors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure à 3 kW/m² (effets irréversibles).

En cas de présence de voies échelles dans une zone d'effets thermiques supérieure à 3 kW/m², l'exploitant met en place des moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer le refroidissement des murs séparatifs concernés sur toute leur longueur. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant

À l'instar des voies échelles, les aires de stationnement à destination des engins du SDIS sont matérialisées au sol et sont situées en dehors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure à 3 kW/m².

Cellule 2 du bâtiment M8

Cinq voies échelles à destination du SDIS sont positionnées, en extérieur et de part et d'autre de la cellule 2 du bâtiment M8, dont *a minima* trois sont situées en dehors des flux thermiques d'intensité de 5 KW/m².

En outre, deux sont situées à l'Ouest et une située à l'Est en dehors de ces zones d'effets. L'emplacement de ces dernières respecte le plan ci-dessous.

Les installations doivent être signalées afin d'être visibles par les services de secours.

Le déploiement de l'installation photovoltaïque est précédé par la mise à jour des études foudre et des protections contre les effets directs et indirects à mettre en place.

Article 4. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R514-3-1 du code de l'environnement**, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par l'exploitant dans un délai de **deux mois** qui suivent la date de notification du présent arrêté;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de **quatre mois** à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << www.telerecours.fr >> .

Article 5. Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

Conformément à l'article **R181-44 du Code de l'environnement**, une copie du présent arrêté sera déposée auprès de la mairie de BLANQUEFORT et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture – www.gironde.gouv.fr

Article 6. Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société RINGMERIT EPSILON.


Une copie sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Madame le Maire de la commune de Blanquefort,

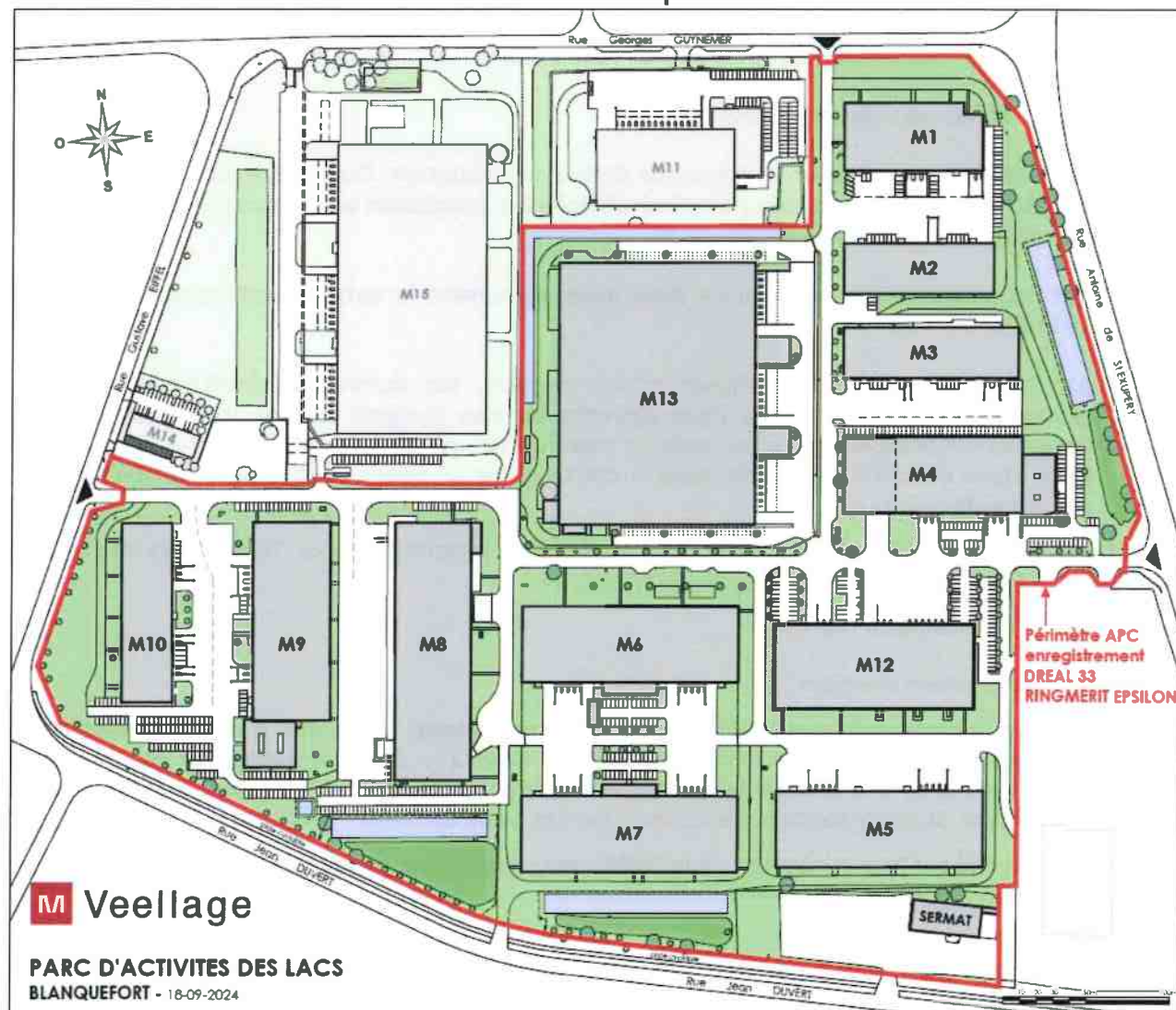
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le 30 JAN. 2025

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale

Aurore Le BONNEC

ANNEXE : Plan et caractéristiques des installations



| Bâtiment | Hauteur sous ferme | Hauteur sous bac | Surface du bâtiment | Volume du bâtiment |
|----------|--------------------|------------------|--|--|
| M1 | 8 m | 9 m | 2 937 m ² | 26 433 m ³ |
| M2 | 7,5 m | 8,5 m | 2 601 m ² | 22 108 m ³ |
| M3 | 8 m | 8,5 m | 2 724 m ² | 23 154 m ³ |
| M4 | 9 m | 10 m | C1 : 2 850 m ² C2 : 1 925 m ² | C1 : 28 500 m ³ C2 : 19 250 m ³ |
| M5 | 8 m | 9 m | 5 385 m ² | 48 465 m ³ |
| M6 | 9 m | 10 m | 5 820 m ² | 58 200 m ³ |
| M7 | 9 m | 10 m | 5 820 m ² | 58 200 m ³ |
| M8 | 6,6 m | 7,6 m | 6 715 m ² | 51 034 m ³ |
| M9 | 8 m | 9 m | 5 165 m ² | 46 485 m ³ |
| M10 | 8 m | 9 m | 2 878 m ² | 25 902 m ³ |
| M12 | 7,5 m | 8,5 m | 5 688 m ² | 48 348 m ³ |
| M13 | 11,38 m | 13 m | 17 756 m ² | 230 828 m ³ |
| | | | 68 264 m² | 686 907 m³ |

Organisation des stockages (tableau et plan présentant également les flux thermiques)

| Bâtiment | Stockage |
|----------|--|
| M1 | 2 cellules 7 racks doubles et 2 simples par cellule hauteur : 8 m |
| M2 | 2 cellules 7 racks doubles et 2 simples par cellule hauteur : 8 m |
| M3 | 2 cellules 9 racks doubles et 2 simples par cellule hauteur : 8 m |
| M4 | 2 cellules 10 racks doubles et 2 simples pour la cellule 1 7 racks doubles et 2 simples pour la cellule 2 (extension) hauteur : 9 m |
| M5 | 2 cellules 9 racks doubles et 2 simples par cellule hauteur : 8 m |
| M6 | 2 cellules 11 racks doubles et 2 simples pour la cellule 1 10 racks doubles et 2 simples pour la cellule 2 hauteur : 9 m |
| M7 | 2 cellules 11 racks doubles et 2 simples pour la cellule 1 10 racks doubles et 2 simples pour la cellule 2 hauteur : 9 m |
| M8 | 3 cellules 9 racks doubles et 2 simples pour la cellule 1 5 racks doubles et 2 simples pour la cellule 2 9 racks doubles et 2 simples pour la cellule 3 hauteur : 6,6 m |
| M9 | 2 cellules 9 racks doubles et 2 simples pour la cellule 1 9 racks doubles et 2 simples pour la cellule 2 hauteur : 8 m |
| M10 | 2 cellules 9 racks doubles et 2 simples pour la cellule 1 7 racks doubles et 2 simples pour la cellule 2 hauteur : 8 m |
| M12 | 2 cellules 11 racks doubles et 2 simples pour la cellule 1 8 racks doubles et 2 simples pour la cellule 2 hauteur : 7,5 m |
| M13 | 3 cellules 9 racks doubles pour la cellule 1 11 racks doubles et 2 simples pour la cellule 2 et 3 hauteur : 10,5 m ou 8 m pour les produits assimilables à la rubrique 2662 |

L'ensemble des cellules présente un éloignement de 10 m entre stockage et quai de chargement.

Localisation des poteaux incendies

